



Paris, le 25/02/2016

Modèles macroéconomiques et transition énergétique

Les modèles macroéconomiques permettent de prendre en compte la multiplicité des contraintes et des objectifs de la transition énergétique et vont au-delà d'une analyse centrée sur l'énergie en considérant l'ensemble de l'économie.

Dans le cadre de l'ONU, la COP21 se conclut le 12 décembre par l'adoption de l'Accord de Paris sur le climat ; en France, le Parlement avait adopté le 17 août la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte. Peu à peu se dessine un cadre juridique où les États prennent des engagements, créent de nouvelles obligations.

Pour autant, afin d'éviter un réchauffement climatique supérieur à 2°C, voire à 1,5°C, le chemin qui conduira à la baisse des émissions de CO₂ est loin d'être tracé. Il faudra à la fois s'orienter vers des productions d'énergies plus « propres » et baisser la consommation de celles-ci, ce qui ne sera pas sans conséquences économiques. Au-delà des coûts directs, la transition énergétique induira de nombreux effets indirects, notamment par son impact sur les coûts de production et sur le pouvoir d'achat des ménages. L'enjeu est donc double : il faut déterminer les politiques nécessaires pour déclencher les changements de comportement et, identifier les mesures additionnelles ayant pour but de compenser ou de réduire les effets négatifs potentiels d'une politique contraignante.

Comment articuler les dispositifs requis par la réduction des émissions de CO₂ avec le redressement économique et la croissance ?

Le débat est vif et France Stratégie a choisi d'y participer en animant en 2015 un groupe de travail. A l'aide de modèles macroéconomiques, ce groupe a évalué quel serait, dans le cas de la France, l'impact de certaines mesures essentielles à la transition énergétique – une taxe carbone par exemple – sur le système économique pris dans sa globalité.

Quelles conclusions tirer de ce type d'exercice ?

Ces modèles, en simulant une variété de réactions possibles à une mesure environnementale, permettent d'anticiper et de concevoir les politiques d'accompagnement les mieux adaptées. Au vu des résultats obtenus, notamment en termes de PIB et d'emploi, il conviendra d'adopter les politiques structurelles comme l'aide à l'innovation et le soutien au marché du travail. Mais l'ampleur de l'effet récessif à court terme que pourrait induire la transition énergétique diffère d'après les modèles utilisés ici. La question des politiques conjoncturelles amenées à compléter ces actions structurelles reste donc ouverte.

Téléchargez la note d'analyse « Modèles macroéconomiques et transition énergétique » [sur notre site internet.](#)

CONTACTS PRESSE

Jean-Michel Roullé
Directeur du service Édition-Communication
+33 (1) 42 75 61 37 / +33 (6) 46 55 38 38
jean-michel.roulle@strategie.gouv.fr

Joris Aubrespin
Chargé des relations presse
+33 (1) 42 75 60 27 / +33 (6) 20 78 57 18
joris.aubrespin@strategie.gouv.fr

France-strategie-presse@strategie.gouv.fr



France Stratégie a pour mission d'éclairer les choix collectifs. Son action repose sur quatre métiers : évaluer les politiques publiques ; anticiper les mutations à venir dans les domaines économiques, sociétaux ou techniques ; débattre avec les experts et les acteurs français et internationaux ; proposer des recommandations aux pouvoirs publics nationaux, territoriaux et européens. Pour enrichir ses analyses et affiner ses propositions France Stratégie s'attache à dialoguer avec les partenaires sociaux et la société civile. France Stratégie mise sur la transversalité en animant un réseau de huit organismes aux compétences spécialisées.